



**PRÉFET  
DE CORSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Corse**

**Arrêté n°F09421P060 du 12 JUL. 2021**

**Portant décision d'examen au « cas par cas » relatif à un projet de défrichement en vue de créer un hôtel de 10 chambres, sur le territoire de la commune de CASTELLARE DI CASINCA, en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement**

**Le préfet de Corse,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre national du mérite**

- Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3-1 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud (hors classe) - M. LELARGE (Pascal) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 septembre 2019 portant nomination de M. Jacques LEGAIGNOUX, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu** l'arrêté n° R20-2020-08-18-007 du 18 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Jacques LEGAIGNOUX, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu** l'arrêté n° R20-2021-02-17-001 du 17 février 2021 portant subdélégation de signature régionale aux agents de la DREAL Corse ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas, préalable à la réalisation d'un défrichement en vue de créer un hôtel de 10 chambres, sur le territoire de la commune de CASTELLARE DI CASINCA, présentée le 11 juin 2021, considérée complète le 05 juillet 2021 par la SCI SANTA MARGHERITA représentée par M. Jean-Marc GIAMMARI ;
- Vu** l'avis de l'agence régionale de santé, en date du 18 juin 2021 ;

**Considérant** la nature du projet qui consiste en un défrichement en vue de créer un hôtel de 10 chambres, sur un terrain d'assiette de 5185 m<sup>2</sup>, sur les parcelles cadastrées B 1516 - 1518 - 1519

- 1520 - 1521 - 1522 - 1523 - 1527 et 1529, sur le territoire de la commune de CASTELLARE DI CASINCA ;

**Considérant** que le projet relève de la rubrique 47°a « *Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare* » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

**Considérant** la localisation du projet :  
-à moins de 50 m du ruisseau de « Dominichella » ;

**Considérant** que la surface totale imperméabilisée du projet (toiture, trottoir et voirie) est de 2799 m<sup>2</sup> ;

**Considérant** que les compléments apportés sur l'insertion paysagère du projet montrent un impact limité en matière de covisibilité ;

**Considérant** que les murets en pierre déjà existants seront réhabilités d'une hauteur maximale de 50 cm ;

**Considérant** que le bassin de rétention des eaux pluviales aura un volume de 173 m<sup>3</sup> ; qu'un second bassin de 60 m<sup>3</sup> sera implanté en lieu et place d'une ruine existante sur la parcelle 1516, afin d'assurer la défense incendie ;

**Considérant** que le rejet des eaux pluviales dans un exutoire sera prévu spécifiquement à cet effet ;

**Considérant** que les eaux usées seront traitées par la station d'épuration communale ;

**Considérant** que les milieux présents sur les terrains sont restés à l'état naturel et qu'ils constituent des habitats potentiels pour plusieurs espèces de faune et de flore protégées ; que, toutefois, au regard des données disponibles, les enjeux identifiés n'apparaissent pas significatifs ;

**Considérant** que le pétitionnaire devra s'assurer de l'absence d'espèces protégées sur le site, qu'en cas d'impacts résiduels du projet sur des espèces protégées ou de leurs habitats, il devra, avant d'entreprendre tout travaux, procéder à une demande de dérogation relative à l'interdiction de destruction d'espèces protégées en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement ;

**Considérant** que, en cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques lors des travaux, le pétitionnaire devra en faire la déclaration immédiate au maire de la commune qui en informera le préfet en application des articles L. 531-14 et R. 531-14 du code du patrimoine ;

**Considérant** que, au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou la santé humaine.

*Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement*

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Le projet de défrichement en vue de créer un hôtel de 10 chambres, sur le territoire de la commune de CASTELLARE DI CASINCA, faisant l'objet du présent arrêté **n'est pas soumis à étude d'impact**, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**Article 2** – La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

**Article 3** – Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'autorité environnementale.

**Article 4** – Le secrétaire général pour les affaires de Corse et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur

La directrice régionale adjointe  
de l'Environnement, de l'aménagement  
et du Logement de Corse

Patricia BRUCHET

**Voies et délais de recours**

- **Recours gracieux** : à adresser à Monsieur le Préfet de Corse - BP 401 - 20188 Ajaccio Cedex 1
- **Recours hiérarchique** : à adresser à Madame la Ministre de la Transition écologique

